

LE TEMPS

négociations lundi 23 juillet 2012

Armes, pour en finir avec l'anarchie

Par Luis Lema

Depuis trois semaines, une conférence tente de régler le commerce d'armes. Les diplomates ont jusqu'à samedi pour réussir. Mais les Etats sont aussi des marchands de canons. Leur duplicité est omniprésente

Ces jours, les diplomates suisses sont partis à l'attaque à New York. Ils ont pris la tête d'un petit bataillon d'Etats qui, après avoir baissé un peu la garde, se sont rendu compte que la terre risquait de se dérober sous leurs pieds. Le cadre: les négociations qui, d'ici à la fin de la semaine, doivent déboucher (ou non) sur la conclusion d'un traité international visant à régler le commerce des armes. L'enjeu de la vigilance suisse: une clause, parmi beaucoup d'autres, introduite sous la pression des Etats qui veulent amoindrir la portée du traité et qui cherchait à laisser à leur seule appréciation le choix d'exporter ou non des armes à tel pays donné, quitte à ce que ces armes puissent servir à commettre des massacres à grande échelle, voire un génocide.

Pas question, ont rétorqué en fin de semaine dernière ces quelques Etats à l'affût (aux côtés de la Suisse, le Mexique, la Norvège et le Portugal, notamment). Après tout, si la conclusion de ce traité a un sens, c'est bien celui de rendre impossible l'exportation d'armes vers des théâtres d'opérations où il existe «un risque substantiel» de gros dérapages, c'est-à-dire de violations graves des droits de l'homme. De Charybde en Scylla, cette interdiction souhaitée menace pourtant de se transformer en un simple vœu pieux, tant les grandes puissances sont montées aux barricades pour défendre leurs «intérêts nationaux».

La Suisse, un modèle de vertu face à ces monstres froids? Son insistance à ce que les 193 pays réunis à l'ONU parviennent à un traité aussi «robuste et efficace» que possible contraste avec cette photo diffusée il y a quelques semaines, de combattants syriens brandissant une grenade de fabrication suisse, après qu'elle eut transité par les Emirats arabes unis. La photo avait fait scandale en Suisse, mais l'affaire est en voie d'être réglée en un tournemain après le lancement d'une enquête qui, selon toute vraisemblance, ne trouvera rien à redire aux agissements de l'entreprise RUAG, contrôlée par la Confédération ([LT du 21.07.2012](#)).

Cette dualité suisse résume bien les contradictions à l'œuvre dans l'élaboration du traité. C'est Erwin Bollinger qui dirige la délégation suisse, un responsable du Seco, chargé donc de défendre avant tout les intérêts de l'industrie, même s'il est entouré de plusieurs spécialistes des questions des droits de l'homme. Ainsi, si Berne veut obtenir un traité aussi contraignant que possible, ce n'est pas uniquement pour rendre le monde meilleur. «Pour nous, du point de vue de l'intérêt économique, il est bon que les compétiteurs de la Suisse répondent aux mêmes règles strictes que les nôtres», commente-t-il. Un vœu repris en chœur par le secteur de l'armement: «La Suisse dispose d'une loi très rigoureuse. Or, nous voulons être placés à la même enseigne que les autres, et sommes donc favorables à la finalisation du traité», confirme un responsable d'une grande entreprise suisse de matériel de guerre. Surtout, note-t-il, «plus les règles sont clairement définies pour tous, et mieux nous pouvons nous y adapter».

La Suisse n'est pas seule dans son cas. «Certains pays ont envoyé à New York des délégations de 40 personnes», explique un membre de l'équipe suisse. Entre responsables de l'industrie, de la Défense et des Affaires étrangères, les intérêts sont parfois difficilement conciliables, sinon carrément contradictoires, au sein même des délégations nationales. Et cela sans compter, bien sûr, les intérêts divergents des Etats eux-mêmes. «Samedi, nous avons négocié pratiquement mot à mot, explique un participant aux discussions qui se tiennent désormais à huis clos. En six heures, nous n'avons couvert que quatre paragraphes. Et encore, nous n'avons pas réussi à dégager un consensus.»

Le commerce des armes est un secteur aussi meurtrier que rentable? Meurtrier? Selon les chiffres révélateurs diffusés par Amnesty International, une personne meurt chaque minute sur la planète victime d'une arme à feu. Or le marché ne s'est jamais si bien porté: les dépenses militaires mondiales, l'année dernière, ont atteint la somme astronomique de 1738 milliards de dollars et le commerce des armes conventionnelles (seules concernées par le traité) représente quelque 50 à 60 milliards de dollars par année.

Signe supplémentaire de la duplicité ambiante: à eux seuls, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne) contribuent grosso modo aux trois quarts de ce marché lucratif. Ce sont eux qui, ensuite, doivent trouver les moyens d'éteindre les incendies que leurs armes ont souvent contribué à allumer. «De loin les principaux fabricants, les Etats-Unis exportent des armes dans 178 pays», rappelle Brian Wood, d'Amnesty, qui est devenu l'un des meilleurs spécialistes de ce secteur dont il suit les activités depuis des lustres. Puis, avec un sourire un peu désabusé: «Autant dire la planète entière.»